



Conditions générales de vente RISOUL RESA

Risoul Resa est un service de la Société de gestion des activités touristiques de Risoul (SGATRIS) immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Gap sous le N° 789272069 et sise à Risoul (05600) Bâtiment d'accueil.

1. OBJET :

1. Les présentes Conditions Générales de Vente prévoient l'ensemble des conditions de vente de séjours par la CENTRALE DE RESERVATION DE RISOUL. Autorisation Préfectorale : IM005130011

Garantie financière : 63 200 €

Assurance responsabilité civile professionnelle : Groupama 36022830F/1023

2. La réservation et le paiement de Séjours auprès de la Centrale, que ces opérations soient réalisées depuis le site internet risoul.com ou par téléphone, implique pour le Client l'acceptation sans réserve des présentes Conditions Générales de Vente. Lorsque le Client procède à la réservation de son Séjour par l'intermédiaire du Site, l'accès et l'utilisation du Site par celui-ci impliquent également nécessairement l'acceptation sans réserve des Conditions Générales d'Utilisation du Site, consultables sous la rubrique « Mentions Légales ».

2. DEFINITIONS :

Au sens des présentes, chacune des expressions ci-dessous aura la signification donnée dans sa définition, à savoir :

« Centrale » : La CENTRALE DE RESERVATION DE RISOUL, telle que précisément identifiée sous l'article 1.1 des présentes ;

« Client » : Personne physique, telle que précisément identifiée dans les Conditions Particulières, achetant un Séjour auprès de la Centrale ;

« Prestataires » : Prestataire d'hébergement (hôtelier, loueur de meublé, gîte...) proposant l'hébergement sélectionné et réservé par le Client et Prestataire de services (loueur de matériel, école de ski...) proposant les services annexes éventuellement souscrits par le Client en complément de l'hébergement ;

« Séjours » : Désigne les prestations d'hébergement de différentes catégories sur la commune de RISOUL, ainsi que de prestations annexes et facultatives (forfaits de ski, location de matériel de ski, cours de ski, etc...), telles que listées sur le site internet risoul.com, que le Client peut sélectionner et réserver auprès de la Centrale.

« Site » : Désigne le site internet de la Centrale et de l'Office de Tourisme de RISOUL, accessible sous l'adresse reservation.risoul.com.

3. DOCUMENTS CONTRACTUELS :

REFERENTIEL DE CONFORMITE

1. Les documents contractuels sont par ordre de priorité décroissant :

-Les Conditions Particulières, comprenant notamment les informations suivantes :

-Les dates et lieux du Séjour,

-Le mode d'hébergement, son niveau de confort et ses principales caractéristiques,

-Le prix total des prestations facturées

-Les prestations complémentaires à l'hébergement éventuellement comprises dans le Séjour,

-Les prestations, redevances et taxes éventuelles qui ne sont pas comprises dans le prix du Séjour,

-Les conditions particulières éventuellement sollicitées par le Client et acceptées par la Centrale.

Les Conditions Particulières constituent le « Référentiel de conformité » des services offerts par la Centrale, ainsi que du Séjour vendu au Client par celle-ci. - Les présentes Conditions Générales ;

2. Ces documents expriment l'intégralité des obligations des Parties, et forment un ensemble contractuel indissociable, conformément aux dispositions fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages et de séjours.

En cas de contradiction entre l'un de ces documents, et sauf stipulation contraire, le

document du rang supérieur prévaudra pour l'interprétation de l'obligation en cause.

Sauf accord express entre les Parties, aucune autre condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés ou remis par les Parties, ne pourra s'intégrer au présent Contrat.

3. Conformément à l'article 104 du décret d'application n 94.490, les articles 95 à 103 dudit décret sont intégralement reproduits en Annexe des présentes Conditions Générales de Vente.

4. DESCRIPTION DES SERVICES DE LA CENTRALE

1. La Centrale propose la réservation d'hébergements de différentes catégories sur la commune de RISOUL, ainsi que de prestations annexes et facultatives, telles que listées sur le Site internet risoul.com.

2. Le Client peut réserver son séjour à RISOUL soit par l'intermédiaire du Site, soit par téléphone, aux coordonnées visées sous l'article 12.1 des présentes.

3. Quelque soit le mode de réservation choisi par le Client, celui-ci bénéficiera d'un accès à un espace réservé sur le Site, à partir duquel il pourra consulter et gérer l'ensemble des informations relatives à son séjour.

Le Client aura notamment accès sur cet espace :

- au récapitulatif détaillé du Séjour réservé,

- aux factures relatives aux différentes prestations concernées.

4. Le Client pourra accéder à cet espace réservé en saisissant sur le Site l'identifiant et le mot de passe confidentiel qui lui seront communiqués sur son adresse de courrier électronique par la Centrale au moment de la confirmation de la réservation de son Séjour.

5. Conformément aux dispositions de l'article L. 121-20-4 du Code de la consommation, et le présent Contrat ayant pour objet des prestations de services d'hébergement et éventuellement de loisirs, le droit de rétractation prévu dans le cadre de la vente à distance par l'article L. 121-20 n'est pas applicable.

5. GARANTIES ET RESPONSABILITE

1. Le Prestataire est tenu au titre des obligations mises à sa charge par le présent Contrat d'une obligation générale de moyens, consistant dans la mise en œuvre de toutes les diligences nécessaires

à la réalisation des Services. Sont exclus tout services de conciergerie (remise de clés, état des lieux, ménage)

2. Le Prestataire garantit la conformité des prestations réservées au travers des Services au Référentiel de conformité.

La présente garantie de conformité s'entend uniquement de l'adéquation des prestations avec les informations et caractéristiques décrites dans le Référentiel de conformité.

3. La Centrale s'efforce d'offrir au Client, sur le Site, l'information la plus fiable et qualitative qui soit concernant les hébergements et services annexes.

Les photographies, visuels et illustrations reproduites et illustrant les hébergements proposés à la réservation par la Centrale sont cependant données à titre seulement indicatifs fourni par l'hébergeur sur sa bonne foi, et n'ont donc pas valeur contractuelle. Il en est de même pour les descriptifs des hébergements (taille, disposition...) qui sont établis par type et par catégorie, ce qui implique que pour deux hébergements de même type, il pourra exister quelques différences non substantielles.

4. Conformément aux dispositions de l'article 23 de la Loi n 92.645 du 13 juillet 1992, la Centrale est responsable de plein droit à l'égard du Client de la bonne exécution des prestations qui lui sont vendues au travers des Services.

5. Dans les cas où le Client estimerait que la Centrale et/ou un Prestataire n'aurait pas exécuté les obligations mises à sa charge par le présent contrat, ou que celles-ci auraient mal été exécutées, il pourra formuler des réclamations en adressant un courrier recommandé avec accusé de réception à la Centrale ou par mail accompagné de justificatif (photos...).

6. En cas de défaillance de l'Hébergeur et/ou d'un ou plusieurs des Prestataires, de circonstances extérieures ou de cas de force majeure, la Centrale s'efforcera de proposer au Client des solutions de remplacement présentant les caractéristiques les plus proches possibles du Séjour réservé.

En ce qui concerne seulement les prestations d'hébergement, dans le cas où la Centrale ne pourrait proposer un hébergement aux caractéristiques équivalentes, mais seulement d'un mode différent et/ou de catégorie inférieure, le Client pourra opter pour cette solution moyennant le remboursement de la différence de prix entre cet hébergement et celui initialement réservé.

Dans le cas où le Client refuserait cette proposition, ainsi que dans les hypothèses où la Centrale ne pourrait proposer de solution alternative, le Client sera remboursé de toutes les sommes versées au titre du Séjour pris dans son intégralité, ou encore au titre des seuls services annexes lorsque l'annulation portera seulement sur ces services, à l'exclusion de toute autre indemnité de quelque nature.

6. CONDITIONS FINANCIERES

1. Les prix communiqués par la Centrale s'entendent toutes charges comprises, à l'exception :

-des frais de dossier et des primes d'assurances facultatives payables à la réservation,

-des taxes de séjour en vigueur au moment de la réservation

-du dépôt de garantie exigé pour les locations meublées.

2. Le paiement complet pour tous les produits et services est exigé un mois avant la date d'arrivée.

Pour toute réservation faite dans les 30 jours précédant la date d'arrivée, le montant total de la location vous sera exigé.

La Centrale garantit dans ces conditions la sécurité et la confidentialité des données relatives à la carte bancaire de l'Utilisateur.

La Centrale a adopté le procédé de cryptage SSL, lequel assure la fiabilité des échanges et transactions en cryptant au moment de leur saisie toutes les données personnelles indispensables pour traiter les commandes, tels qu'adresses postales et électronique, et coordonnées bancaires. Les coordonnées bancaires des Utilisateurs sont ainsi cryptées et transmises directement à La plateforme de paiements de Paybox. Paybox est certifiée conforme au Standard PCI/DSS (Payment Card Industry/ Data Security Standard) par VISA et MasterCard. Cette certification spécifie l'application de règles de sécurité les plus rigoureuses en vue de protéger les données cartes bancaires des détenteurs, transmises lors des transactions de paiement. La certification est accordée à la suite d'un audit vérifiant l'application des spécifications et est contrôlée chaque trimestre par des tests d'intrusion sur la plateforme Paybox.

3. S'il ne désire pas effectuer son paiement sur le Site, et sous réserve de confirmation de

disponibilité du Séjour choisi, le Client a la possibilité de contacter la

Centrale par téléphone (04 92 46 10 00) aux heures ouvrables, et de procéder au paiement par chèque, chèques vacances ou virement bancaire. Afin d'accélérer le processus de réservation, le Client indiquera le numéro de dossier qui lui aura été communiqué sur le Site.

4. Le Client pourra également solliciter l'envoi à son domicile du dossier récapitulatif de son Séjour, et renvoyer à la Centrale, aux coordonnées figurant sous l'article 12.1, le dossier rempli et signé, accompagné du règlement par chèque du montant intégral du Séjour.

Quelques soient les moyens de réservation et de paiement utilisé par le Client, la Centrale confirmera au Client la réservation de son Séjour uniquement à compter de l'encaissement de l'acompte, et adressera automatiquement au Client, sur son adresse de courrier électronique, le récapitulatif détaillé de la réservation du Séjour et de la transaction bancaire ; ainsi que les Bons d'échange qu'il devra obligatoirement imprimer et remettre aux prestataires pour avoir accès aux prestations concernées.

Dans le cas où le client ne procéderait par au paiement de l'acompte dans les délais requis, son option sera annulée. Dans le cas où le client ne procéderait pas au paiement du solde, la centrale de réservation lui adressera une relance par email, par courrier ou par téléphone. En l'absence de paiement du solde sous huitaine à compter de la relance, le client sera réputé avoir annulé son séjour à la date prévue pour le paiement du solde. L'acompte versé à la réservation ne sera pas remboursé.

5. La Centrale se réserve le droit de refuser le traitement d'une commande dont le paiement aurait été refusé par les centres de paiement bancaire concernés.

7. MODIFICATIONS ET ANNULATION DU SEJOUR

1. Les demandes de modifications de tout ou partie du Séjour doivent nécessairement être transmises par écrit à la Centrale, et sont soumises à l'accord express et préalable de la Centrale, laquelle pourra, suivant la nature et la portée des modifications, exiger le paiement d'un complément de prix.

La Centrale facturera en outre des frais de 20 € TTC correspondant au traitement de ces demandes de modification.

A titre exceptionnel, il peut arriver qu'un hébergement soit réservé par plusieurs clients pour les mêmes dates. Dans ce cas, la centrale de réservation prévient immédiatement le Client et mettra tout en œuvre pour trouver un hébergement équivalent aux mêmes dates (une proposition sera formulée sous 48h00 ouvrées). Si toutefois cela s'avérait impossible, ou si le client refuse la nouvelle prestation, ce dernier aura droit au remboursement intégral dans les plus brefs délais.

2. En cas d'arrivée tardive, de départ prématuré, de réduction du nombre de personnes par rapport au nombre visé dans les Conditions Particulières et dans le bon d'échange, aucun remboursement ne sera effectué. En cas de présentation sur le lieu d'hébergement à la date de début du Séjour, d'un nombre de personnes supérieur à celui indiqué sur le Bon d'échange, le prestataire hébergeur se réserve en outre le droit de refuser l'accès du Client à l'hébergement ou d'exiger le paiement immédiat et sur place d'un supplément.

3. Les demandes d'annulation, qui ne peuvent porter que sur l'intégralité du Séjour (hébergement + prestations annexes) doivent nécessairement être transmises par écrit à la Centrale, laquelle appliquera dans ce cas les conditions tarifaires et de remboursements suivantes :

-En cas d'annulation notifiée plus de 60 jours avant la date de commencement du Séjour, 75% du montant versé du Séjour est remboursé, déduction faite de frais d'annulation de 20 € TTC et des frais de dossier.

-En cas d'annulation notifiée entre 60 et 31 jours avant la date de commencement du Séjour, 50% du montant versé du Séjour est remboursé, déduction faite de frais d'annulation de 20 € TTC et des frais de dossier.

-En cas d'annulation notifiée entre 30 et 17 jours avant la date de commencement du Séjour, 25% du montant versé du Séjour est remboursé, déduction faite de frais d'annulation de 20 € TTC et des frais de dossier.

-En cas d'annulation notifiée entre le 16^{ième} jour et la date d'arrivée, ou en cas de non présentation à la date de commencement du Séjour, aucun remboursement.

La date de prise en compte de la demande d'annulation sera celle du jour où la Centrale sera prévenue par courrier électronique ou courrier

recommandé, étant rappelé que le Client a la possibilité de souscrire à une assurance afin de couvrir, sous certaines conditions, les frais d'annulation de son Séjour.

8. ASSURANCE ANNULATION

1. Le Client a la possibilité de souscrire auprès de la Centrale une assurance facultative permettant le remboursement de son Séjour dans certains cas d'annulation.

2. La prime d'assurance doit être intégralement payée lors de la réservation du Séjour, et n'est remboursable dans aucun cas.

3. Les caractéristiques principales du contrat d'assurance facultatif proposé par la Centrale font l'objet d'un contrat spécifique souscrit entre le client et la compagnie d'assurance, étant rappelé que la Centrale agit seulement en tant qu'intermédiaire entre le Client et la Compagnie d'assurance, lesquels ne sont liés que par le contrat d'assurance conclu par ailleurs.

Pour déclarer un sinistre <https://www.sam-loisirs.com/declarer-son-sinistre/>

Les conditions du contrat d'assurance de SAM LOISIRS assurances sont déclinées ci-dessous :

SAM LOISIRS, Société de Courtage en assurance,
105 rue Jules Guesde 60165 92532 Levallois Perret
Cedex. Au capital de 100 000 euros. Tél : 01 41 05
05 50 Fax : 01 41 05 48 60 Courriel :
sam.loisirs@sam-assurance.com
R.C.S Nanterre 523 543 445 827642356 –Code NAF
6622 Z – Orias N°10 058 127

Le présent contrat est représenté par le
SOUSCRIPTEUR 4178 :

RISOUL RÉSERVATION
Office de Tourisme
Bât Administratif

05600 RISOUL
04.92.46.10.00
Courriel : resa@risoul.com

A pour objet de garantir :

Définition : l'Assuré est le réservataire du séjour, son conjoint ou concubin, leurs ascendants ou descendants, gendres, brus, frères, sœurs ou personnes mentionnées ou désignées.

GARANTIE RESPONSABILITES :

Seml Sgatrís

Code APE : 7990Z N° de Siret : 78927206900012

N° de Tva Intracommunautaire : 47789272069

Autorisation N° : IM005130011

1 - Risques garantis : Dommages aux biens par suite d'Incendie, d'Explosion, de Dégâts des eaux et ce à concurrence de 25 000 €.

2- Bris des Glaces : à concurrence de 2 500 € dont 250 € pour les frais de clôture provisoire. Franchise absolue de 10% avec un mini de 65 €, max de 130€ par sinistre.

3- Garantie B des Conventions Spéciales à concurrence de 1 500 000 € pour chacune des responsabilités de locataire envers le propriétaire ; à concurrence de 500 000 € pour le recours des voisins et des tiers (absolue de 10% avec un mini de 65€, max de 130€ par sinistre)

GARANTIE ANNULATION :

Remboursement des sommes versées et prise en charge des sommes à verser sur le prix TOTAL du séjour sous déduction de la prime d'assurance et frais de dossier, y compris les prestations annexes facturées, de la location que l'Assuré devra verser en cas d'annulation par suite de l'un des événements suivants :

1Accident de santé et décès

Du locataire ou d'un proche, ainsi que de la personne chargée de : - de la garde de vos enfants mineurs ou handicapés- vous remplacer professionnellement (si vous êtes profession libérale ou indépendante, médicale ou paramédicale). Cet événement s'applique également à votre conjoint et, dans tous les cas, uniquement si une convention de remplacement a été signée et régularisée avant la date de réservation.

2- Empêchement de prendre possession du bien loué par suite de licenciement, de mutation professionnelle nécessitant votre déménagement, la date de l'événement générateur soit postérieure à la date de réservation.

EXCLUSION : Licenciement pour faute grave. Rupture conventionnelle, fin de cdd et démission. Les dirigeants et représentants légaux d'entreprise, professions libérales et travailleurs indépendants (y compris les artisans et intermittents du spectacle)

3- Barrages ou grèves, inondation ou événement naturel, empêchant la circulation la jour du début de la location et dans les 48h qui suivent.

4- Par suite de suppression ou modification des dates de congés par l'employeur de l'Assuré sous réserve que les congés est fait l'objet d'une validation avant la réservation de la location et

qu'ils aient été annulés dans les 30 jours qui précèdent la date du début de séjour.

5- Interdiction de site en raison de pollution, catastrophes naturelles au sens de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982, catastrophes technologiques au sens de l'article L.128-1 du code des assurances, attentant au sens de l'article 412-1 du code pénal, pollution, tempête, incendie de forêt, émeute. Interdisant le site ou les lieux loués dans un rayon de 5 k, sous réserve que dans les 48h précédant la date du début de séjour, aucune mainlevée de l'interdiction par lesdites autorités ne soit publiée.

6 – Convocation à caractère impératif et non reportable de l'administration judiciaire en qualité de juré, pour cause d'adoption, pour un examen médical, une greffe d'organes ou un examen de rattrapage dans le cadre d'étude supérieure. L'obtention d'un emploi salarié ou d'une mission de prestation d'une durée d'au moins 3 mois prenant effet avant la date de début de séjour et se poursuivant pendant celui-ci, sous réserve qu'il ne s'agisse pas d'une prolongation ou d'un renouvellement.

EXCLUSION : Les changements d'employeurs à votre initiative.

7 - De défaut de neige ou excès de neige : Pour les séjours dans les stations de sport d'hiver, la garantie est étendue, aux annulations qui font suite à la fermeture, dans les 48h précédant la date du début de séjour, de plus des 2/3 du domaine skiable de la station pour faute d'excès ou de défaut de neige. La garantie s'applique uniquement entre les dates officielles d'ouverture et de fermeture du domaine skiable.

8- Annulation par le propriétaire pour cause de décès, accident de santé du propriétaire, transfert de propriété par suite de cession ou vente, dommages matériels graves survenus dans le mois qui précède et qui n'aurait pas été résolu avant la date du début de séjour.

9- Votre divorce ou séparation (pacs) enregistré au greffe du tribunal sous réserve que la procédure a été initiée après la date de réservation.
Exclusion : Les séparations entre concubins.

10-Vol ou dommage matériel accidentel de votre véhicule à condition qu'il n'est pas été réparé, retrouvé, ou remplacé avant la date de début de séjour
Exclusion : les dommages matériels accidentels et vols survenus plus de 7 jours avant la date de séjour.

11-Dommage matériel grave survenant à votre domicile ou dans votre résidence secondaire ou les locaux de votre entreprise et qui justifie votre présence impérative sur site.

Exclusion : les dommages matériels accidentels et vols survenus plus de 7 jours avant la date de séjour.

12-Refus de visa de l'un des locataires par les autorités du pays visité, sous réserve que la demande a été effectuée dans les délais requis auprès des autorités compétentes de ce pays.

13- Vol de la carte d'identité ou du passeport de l'un des locataires dans les 24h précédant le départ vous empêchant de satisfaire aux formalités de police aux frontières.

14-Epidémie/Pandémie

La garantie est étendue aux annulations, interruptions et arrivées tardives consécutives à la survenance de l'un des événements suivants lorsqu'il a pour origine la manifestation d'un syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), la grippe aviaire, la grippe A-H1N1, la covid-19 ou toute épidémie ou pandémie reconnue par les autorités sanitaires nationales ou internationales faisant l'objet d'une déclaration d'urgence de santé publique ou entraînant une politique de santé publique impliquant des mesures contraignantes et restrictives en termes de circulation des populations et de traitement sanitaire :

- a) Accident de santé du locataire.
- b) Décès d'un locataire ou d'un proche.
- c) Test positif réalisé dans les 7 jours qui précèdent le séjour.

d) Refus d'embarquement par le transporteur justifié par une température supérieure à la température acceptée pour l'embarquement sous réserve de réaliser un test dans les 48h :

Si vous êtes dans l'incapacité de partir ; nous prenons en charge l'intégralité des prestations garanties non consommées et non remboursées.

Si vous êtes dans la possibilité de partir ; nous prenons en charge les prestations garanties non consommées et non remboursées entre le jour du départ initial et le jour d'arrivée.

EN CAS D'INTERRUPTION DE SEJOUR OU DIFFERE D'ENTREE :

Le remboursement du prix du séjour dont l'indemnité sera calculée au prorata - temporis de la période non consommée par suite d'interruption, conséquence de l'un des événements énumérés dans la garantie Annulation - & 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.

EXCLUSIONS SPECIFIQUES ANNULATION :

Il est convenu que la garantie ne saurait être acquise dans les circonstances prévues ci-après :

Maladie ou accident dont l'Assuré a connaissance lors de la réservation, ayant entraîné des soins durant le mois précédent la date de réservation de la location.

Rechutes de maladie ayant fait l'objet d'une manifestation, aggravation ou complication le mois précédent la réservation,

Etat de grossesse sauf toutes complications dues à cet état, fausses couches, accouchement et suite.

Absence d'aléas.

Pour cure thermale, nécessité d'un traitement esthétique (sauf suite à un accident de santé), psychique ou psychothérapeutique y compris dépression nerveuse, sauf hospitalisation d'au moins 3 jours.

Sinistre dû à l'alcoolisme, ivresse, usage de médicaments, drogues, stupéfiants non prescrits médicalement. Un fait intentionnel de l'assuré ou son suicide ou tentative de suicide.

Accident occasionné par la pratique de sport : sports aériens, bobsleigh, skeleton, varappe, hockey sur glace, plongées sous - marine.

Toutes les suites et conséquences de l'épidémie « dite » SARS-cov-2 ou Covid-19, et leur(s) mutation(s), ainsi que les conséquences directes ou indirectes d'épidémies et/ou pandémies de maladies d'origine virale et/ou bactérienne faisant l'objet d'une déclaration d'urgence de santé publique par un état ou par l'OMS, ou entraînant, dans au moins un Etat, une politique de santé publique impliquant des mesures contraignantes et restrictives en termes de circulation des populations et de traitement sanitaire.

Les dommages se rattachant directement ou indirectement à :

-Guerre étrangère et guerre civile,

-Tous les effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur, d'irradiation provenant de transmutation de noyaux d'atomes ou de la radioactivité ou d'une exposition à toute substance ou contamination de nature chimique ou biologique.

Les frais de dossier, les frais de ménage, taxe de séjour, la prime d'assurance, les taxes d'aéroport et frais de visa ne sont pas remboursables.

Ne sont pas garantis : l'usure, les défauts d'entretien et dommages purement esthétiques ne nuisant pas à l'usage normal du bien.

Le vol.

FRAIS DE RECHERCHE ET SAUVETAGE.

L'Assureur garantit les frais de recherche et sauvetage mis en œuvre par un organisme habilité, pour venir au secours de l'Assuré, son conjoint ou concubin, leurs ascendants ou descendants ou personnes désignées au contrat de location, jusqu'à concurrence de 2 287 € sous déduction d'une franchise de 77 €.

COMMUNICATION DU CONTRAT :

L'Assureur n'étant engagé que par le texte intégral du contrat, ce dernier est consultable chez le Souscripteur qui le mettra à disposition pour consultation.

CLAUSE LOI HAMON - Annexe à l'article A. 112-1
Document d'information pour l'exercice du droit de renonciation prévu à l'article L. 112-10 du Code des assurances.

Vous êtes invité à vérifier que vous n'êtes pas déjà bénéficiaire d'une garantie couvrant l'un des sinistres garantis par le nouveau contrat. Si tel est le cas, vous bénéficiez d'un droit de renonciation à ce contrat pendant un délai de 14 jours (calendaires) à compter de sa conclusion, sans frais ni pénalités, si toutes les conditions suivantes sont remplies :

-vous avez souscrit ce contrat à des fins non professionnelles ;

-ce contrat vient en complément de l'achat d'un bien ou d'un service vendu par un fournisseur ;

-vous justifiez que vous êtes déjà couvert pour l'un des sinistres garantis par ce nouveau contrat ;

-le contrat auquel vous souhaitez renoncer n'est pas intégralement exécuté ;

-vous n'avez déclaré aucun sinistre garanti par ce contrat.

Dans cette situation, vous pouvez exercer votre droit à renoncer à ce contrat par lettre ou tout autre support durable adressé à l'assureur du nouveau contrat, accompagné d'un document justifiant que vous bénéficiez déjà d'une garantie pour l'un des sinistres garantis par le nouveau contrat. L'assureur est tenu de vous rembourser la prime payée, dans un délai de 30 jours à compter de votre renonciation.

« Je soussigné M.....demeurantrenonce à mon contrat N°.....souscrit auprès d'....., conformément à l'article L 112-10 du Code des Assurances. J'atteste n'avoir connaissance à la date d'envoi de cette lettre, d'aucun sinistre mettant en jeu une garantie du contrat. »

Si vous souhaitez renoncer à votre contrat mais que vous ne remplissez pas l'ensemble des conditions ci-dessus, vérifiez les modalités de renonciation prévues dans votre contrat.

Je reconnais avoir pris connaissance de la fiche d'information comportant les modalités d'exercice de la faculté de renonciation dont je dispose en cas de multi assurance et qui m'a été remise préalablement à la souscription.

9. DEPOT DE GARANTIE

Dans les cas de location d'un logement meublé, et à l'exclusion d'un hébergement de type hôtellerie ou chambre d'hôte, un dépôt de garantie sera demandé au Client par le prestataire hébergeur au moment de la remise des clés.

Ce dépôt de garantie sera restitué au Client au plus tard dans les trois semaines suivant l'état des lieux réalisé à l'issue du Séjour, le prestataire hébergeur se réservant la faculté de déduire de la somme concernée le montant estimé de la réparation de tous bris et détériorations éventuelles, ainsi que de ménage si la location n'a pas été rendue dans un état correct de rangement et de propreté.

10. CESSION DU CONTRAT

Le Client a la possibilité de céder le présent contrat, et donc son Séjour, à toute personne de son choix remplissant les conditions requises pour le Séjour, sous réserve d'en avoir informé la Centrale au plus tard sept jours avant le début du Séjour par courrier recommandé avec accusé de réception.

11. DONNEES PERSONNELLES

1. Le Client dispose, conformément aux dispositions la Loi du 6 janvier 1978, d'un droit d'accès aux données qui le concernent, ainsi que d'un droit de modification, de rectification et de suppression de celles-ci.

Il lui suffit, pour exercer ce droit d'adresser un courrier postal ou électronique aux coordonnées figurant sous l'article 12.1 des présentes.

2. Les données personnelles relatives au Client, recueillies par l'intermédiaire des formulaires, et toutes informations futures, ne sont destinées qu'à un usage exclusif de la Centrale et des Hébergeurs et Prestataires concernés, dans le cadre de la procédure de réservation de Séjours, ainsi que pour la fourniture des prestations d'hébergement et de services comprises dans le Service.

3. Ces informations ne font l'objet d'aucune communication ou cession à des tiers, autres que les prestataires techniques en charge de la gestion des Services, lesquels sont tenus de respecter la confidentialité des informations et de ne les utiliser que pour l'opération bien précise pour laquelle ils doivent intervenir.

4. Les données du Client seront également utilisées pour renforcer et personnaliser la communication auprès de ce dernier, notamment par les lettres d'informations auxquelles il se sera éventuellement abonné. Ces données à caractère personnel sont conservées tant que le client ne se désinscrit pas.

5. La Centrale conserve les données personnelles du Client sur ses propres serveurs et s'engage à maintenir strictement confidentielles ces données, lesquelles seront conservées pour une durée de trois (3) ans à compter de l'expiration pour quelque motif que ce soit du présent contrat.

6. L'Office de tourisme a formalisé les droits et les obligations des Clients et Bénéficiaires au regard du traitement de leurs données à caractère personnel au sein d'un document appelé politique de confidentialité ou RGPD, accessible à l'adresse suivante : <https://www.risoul.com/les-mentions-legales.html>.

12. DIVERS

1. Contact

Pour toute information ou question, notre service Clientèle est à votre disposition :

-de préférence par courrier électronique : resa@risoul.com

-par courrier postal à l'adresse suivante : RISOUL RESA - OFFICE DU TOURISME DE RISOUL- Station Risoul 1850 – 05600 RISOUL

-Tel. +33 (0)4 92 46 10 00: du lundi au vendredi de 9h-12h et de 13h à 17h

2. Modifications du contrat. Le Prestataire en cas d'évolutions légales ou jurisprudentielles, ou lors de la mise en place de nouveaux services et tenu d'informer la centrale afin qu'elle puisse ajuster les termes des conditions générales de vente.

Ces modifications ne seront cependant pas opposables aux Clients ayant réservé leur Séjour à une date antérieure à l'entrée en vigueur de ces modifications.

3. Nullité. Dans l'hypothèse où l'une des dispositions du présent Contrat serait considérée comme nulle en vertu d'une disposition légale ou réglementaire, présente ou future, ou d'une décision de justice revêtue de l'autorité de la chose jugée et émanant d'une juridiction ou d'un organisme compétent, cette disposition du contrat serait considérée comme étant non écrite, toutes les autres dispositions du Contrat conservant force obligatoire entre les Parties.

4. Non-renonciation. Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne se prévale pas à un moment donné de l'une quelconque des dispositions du présent contrat ne pourra jamais être considéré comme une renonciation de sa part aux droits qu'elle tient de celui-ci.

5. Domiciliation et coordonnées de correspondance. Pour l'exécution du présent contrat, les Parties élisent domicile à l'adresse de leur siège social.

Le Client s'engage à fournir à la Centrale, dans le cadre de la procédure de réservation des Séjours, des informations exactes et sincères sur sa situation, ainsi qu'à procéder à une vérification régulière des données qui le concernent, et de procéder, le cas échéant, aux modifications nécessaires auprès de la Centrale.

La centrale attire tout particulièrement l'attention du Client sur la nécessité pour ce dernier de lui communiquer une adresse de courrier électronique principale qui soit valide, et de l'informer dans les plus brefs délais d'un éventuel changement de celle-ci.

Toute communication réalisée par la Centrale sur cette adresse de courrier électronique est en effet réputée avoir été réceptionnée et lue par le Client, lequel s'engage donc à consulter régulièrement les messages reçus à cette adresse de courrier électronique et, le cas échéant, à y répondre dans les plus brefs délais.

6. Les présentes conditions générales de vente sont rédigées en langue française. Dans le cas où elles seraient traduites en une ou plusieurs langues étrangères, seul le texte français ferait foi en cas de litige.

13. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE

Le présent Contrat est soumis au droit Français, tant pour les règles de fond que pour les règles de forme.

En cas de différent découlant de l'exécution ou de l'interprétation des présentes conditions, seule la version en langue française de celles-ci fera foi en vue de leur interprétation. Les Parties conviennent en outre de se rapprocher et de tenter de trouver une solution amiable à leur litige, avant de saisir la juridiction compétente.

DANS LE CAS OU LE CLIENT SERA UNE PERSONNE MORALE, LE LITIGE SERA PORTE DEVANT LA JURIDICTION COMPÉTENTE DANS LE RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE GRENOBLE, NONOBTANT PLURALITE DE DEFENDEURS OU APPEL EN GARANTIE.

ANNEXE : REPRODUCTION DES ART. 95 à 103 du Décret no 94-490 du 15 juin 1994 pris en application de l'article 31 de la loi no 92-645 du 13 juillet 1992 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours

Art. 95. - Sous réserve des exclusions prévues au deuxième alinéa (a et b) de l'article 14 de la loi du 13 juillet 1992 susvisée, toute offre et toute vente de prestations de voyages ou de séjours donnent lieu à la remise de documents appropriés qui répondent aux règles définies par le présent titre. En cas de vente de titres de transport aérien ou de titres de transport sur ligne régulière non accompagnée de prestations liées à ces transports, le vendeur délivre à l'acheteur un ou plusieurs billets de passage pour la totalité du voyage émis par le transporteur ou sous sa responsabilité. Dans le cas de transport à la demande, le nom et l'adresse du transporteur, pour le compte duquel les billets sont émis, doivent être mentionnés.

La facturation séparée des divers éléments d'un même forfait touristique ne soustrait pas le vendeur aux obligations qui lui sont faites par le présent titre.

Art. 96. - Préalablement à la conclusion du contrat et sur la base d'un support écrit, portant sa raison sociale, son adresse et l'indication de son autorisation administrative d'exercice, le vendeur doit communiquer au consommateur les informations sur les prix, les dates et les autres éléments constitutifs des prestations fournies à l'occasion du voyage ou du séjour tels que :

1.La destination, les moyens, les caractéristiques et les catégories de transports utilisés ;

2.Le mode d'hébergement, sa situation, son niveau de confort et ses principales caractéristiques, son homologation et son classement touristique

correspondant à la réglementation ou aux usages du pays d'accueil ;

3.Les repas fournis ;

4.La description de l'itinéraire lorsqu'il s'agit d'un circuit ;

5.Les formalités administratives et sanitaires à accomplir en cas, notamment, de franchissement des frontières ainsi que leurs délais d'accomplissement ;

6.Les visites, excursions et les autres services inclus dans le forfait ou éventuellement disponibles moyennant un supplément de prix ;

7.La taille minimale ou maximale du groupe permettant la réalisation du voyage ou du séjour ainsi que, si la réalisation du voyage ou du séjour est subordonnée à un nombre minimal de participants, la date limite d'information du consommateur en cas d'annulation du voyage ou du séjour ; cette date ne peut être fixée à moins de vingt et un jours avant le départ ;

8.Le montant ou le pourcentage du prix à verser à titre d'acompte à la conclusion du contrat ainsi que le calendrier de paiement du solde ;

9.Les modalités de révision des prix telles que prévues par le contrat en application de l'article 100 du présent décret ;

10.Les conditions d'annulation de nature contractuelle ;

11.Les conditions d'annulation définies aux articles 101, 102 et 103 ci-après ;

12.Les précisions concernant les risques couverts et le montant des garanties souscrites au titre du contrat d'assurance couvrant les conséquences de la responsabilité civile professionnelle des agences de voyages et de la responsabilité civile des associations et organismes sans but lucratif et des organismes locaux de tourisme ;

13.L'information concernant la souscription facultative d'un contrat d'assurance couvrant les conséquences de certains cas d'annulation ou d'un contrat d'assistance couvrant certains risques particuliers, notamment les frais de rapatriement en cas d'accident ou de maladie.

Art. 97. - L'information préalable faite au consommateur engage le vendeur, à moins que dans celle-ci le vendeur ne se soit réservé

expressément le droit d'en modifier certains éléments. Le vendeur doit, dans ce cas, indiquer clairement dans quelle mesure cette modification peut intervenir et sur quels éléments.

En tout état de cause, les modifications apportées à l'information préalable doivent être communiquées par écrit au consommateur avant la conclusion du contrat.

Art. 98. - Le contrat conclu entre le vendeur et l'acheteur doit être écrit, établi en double exemplaire dont l'un est remis à l'acheteur, et signé par les deux parties. Il doit comporter les clauses suivantes :

1. Le nom et l'adresse du vendeur, de son garant et de son assureur ainsi que le nom et l'adresse de l'organisateur ;

2. La destination ou les destinations du voyage et, en cas de séjour fractionné, les différentes périodes et leurs dates ;

3. Les moyens, les caractéristiques et les catégories des transports utilisés, les dates, heures et lieux de départ et de retour ;

4. Le mode d'hébergement, sa situation, son niveau de confort et ses principales caractéristiques, son classement touristique en vertu des réglementations ou des usages du pays d'accueil ;

5. Le nombre de repas fournis ;

6. L'itinéraire lorsqu'il s'agit d'un circuit ;

7. Les visites, les excursions ou autres services inclus dans le prix total du voyage ou du séjour ;

8. Le prix total des prestations facturées ainsi que l'indication de toute révision éventuelle de cette facturation en vertu des dispositions de l'article 100 ci-après ;

9. L'indication, s'il y a lieu, des redevances ou taxes afférentes à certains services telles que taxes d'atterrissage, de débarquement ou d'embarquement dans les ports et aéroports, taxes de séjour lorsqu'elles ne sont pas incluses dans le prix de la ou des prestations fournies ;

10. Le calendrier et les modalités de paiement du prix ; en tout état de cause, le dernier versement effectué par l'acheteur ne peut être inférieur à 30 p. 100 du prix du voyage ou du séjour et doit être effectué lors de la remise des documents permettant de réaliser le voyage ou le séjour ;

11. Les conditions particulières demandées par l'acheteur et acceptées par le vendeur ;

12. Les modalités selon lesquelles l'acheteur peut saisir le vendeur d'une réclamation pour inexécution ou mauvaise exécution du contrat, réclamation qui doit être adressée dans les meilleurs délais, par lettre recommandée avec accusé de réception au vendeur, et signalée par écrit, éventuellement, à l'organisateur du voyage et au prestataire de services concernés ;

13. La date limite d'information de l'acheteur en cas d'annulation du voyage ou du séjour par le vendeur dans le cas où la réalisation du voyage ou du séjour est liée à un nombre minimal de participants, conformément aux dispositions du 7o de l'article 96 ci-dessus ;

14. Les conditions d'annulation de nature contractuelle ;

15. Les conditions d'annulation prévues aux articles 101, 102 et 103 ci-dessous ;

16. Les précisions concernant les risques couverts et le montant des garanties au titre du contrat d'assurance couvrant les conséquences de la responsabilité civile professionnelle du vendeur ;

17. Les indications concernant le contrat d'assurance couvrant les conséquences de certains cas d'annulation souscrit par l'acheteur (numéro de police et nom de l'assureur), ainsi que celles concernant le contrat d'assistance couvrant certains risques particuliers, notamment les frais de rapatriement en cas d'accident ou de maladie ; dans ce cas, le vendeur doit remettre à l'acheteur un document précisant au minimum les risques couverts et les risques exclus ;

18. La date limite d'information du vendeur en cas de cession du contrat par l'acheteur ;

19. L'engagement de fournir, par écrit, à l'acheteur, au moins dix jours avant la date prévue pour son départ, les informations suivantes :

a) Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de la représentation locale du vendeur ou, à défaut, les noms, adresses et numéros de téléphone des organismes locaux susceptibles d'aider le consommateur en cas de difficulté, ou, à défaut, le numéro d'appel permettant d'établir de toute urgence un contact avec le vendeur ;

b) Pour les voyages et séjours de mineurs à l'étranger, un numéro de téléphone et une adresse permettant d'établir un contact direct avec l'enfant ou le responsable sur place de son séjour.

Art. 99. - L'acheteur peut céder son contrat à un cessionnaire qui remplit les mêmes conditions que lui pour effectuer le voyage ou le séjour, tant que ce contrat n'a produit aucun effet.

Sauf stipulation plus favorable au cédant, celui-ci est tenu d'informer le vendeur de sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard sept jours avant le début du voyage. Lorsqu'il s'agit d'une croisière, ce délai est porté à quinze jours.

Cette cession n'est soumise, en aucun cas, à une autorisation préalable du vendeur.

Art. 100. - Lorsque le contrat comporte une possibilité expresse de révision du prix, dans les limites prévues à l'article 19 de la loi du 13 juillet 1992 susvisée, il doit mentionner les modalités précises de calcul, tant à la hausse qu'à la baisse, des variations des prix, et notamment le montant des frais de transport et taxes y afférentes, la ou les devises qui peuvent avoir une incidence sur le prix du voyage ou du séjour, la part du prix à laquelle s'applique la variation, le cours de la ou des devises retenu comme référence lors de l'établissement du prix figurant au contrat.